

*Le Premier Ministre*

n° 5618/SG

Paris, le 30 novembre 2012

à

*Mesdames et Messieurs les ministres*

*Mesdames et Messieurs les ministres délégués*

**Objet : réduction du nombre des commissions consultatives.**

Ce gouvernement a placé la concertation et le dialogue au cœur de son action de réforme. Il est d'autant plus attaché à ce que les procédures de consultation mises en œuvre soient efficaces et pertinentes. Or, on sait que ces procédures se caractérisent trop souvent aujourd'hui par un empilement d'organismes nombreux, créés au cas par cas, sans plan d'ensemble, avec une tendance à la stratification, les créations nouvelles ne conduisant pas nécessairement à revoir l'existant. Une telle situation ne permet pas de recueillir tous les bénéfices attendus de la consultation. Elle expose en outre l'administration à des contraintes souvent très formelles qui ne sont pas compatibles avec l'exigence de réactivité que le gouvernement attend d'elle.

Une démarche est actuellement en cours pour dresser un état des lieux de l'existant et procéder à l'identification des commissions dont l'existence n'apparaît pas absolument nécessaire. Je souhaite que vous souteniez pleinement cette entreprise. Le comité interministériel pour la modernisation de l'action publique (CIMAP) du 20 décembre prochain en fera le bilan.

Le CIMAP arrêtera également les orientations d'une véritable politique de la consultation qui reposera sur les trois principes suivants :

1. L'organisation de la consultation doit être conçue à l'échelle du ministère, et non laissée à l'initiative de directions ou services. Chaque ministère doit disposer d'une « cartographie » faisant apparaître sa stratégie de consultation, les diverses instances qui y contribuent, leur caractère complémentaire, la logique de leur coexistence ainsi que les fusions ou regroupements envisageables.

2. Le souci de consulter ne va pas nécessairement de pair avec l'institution d'un organisme permanent :

- d'une part, il importe de développer les consultations ouvertes ; celles-ci disposent désormais d'un cadre légal précis (articles L. 120-1 du code de l'environnement et L. 914-3 du code rural et de la pêche maritime en cours de modification par la loi relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'environnement, décret n° 2011-1832 du 8 décembre 2011 relatif aux consultations ouvertes sur l'internet),
- d'autre part, l'évolution des esprits et l'état des techniques de l'information et de la communication rendent possibles des consultations à caractère informel ou ponctuel (groupes de travail ou conférences réunies en fonction des besoins) dont l'apport peut être spécialement fructueux.

3. Le fonctionnement des organismes à caractère permanent doit être allégé et simplifié autant qu'il est possible.

Il importe, en particulier, d'utiliser pleinement les possibilités de délibération à distance (espaces collaboratifs, visioconférences, échanges par internet). Les réunions classiques doivent être réservées aux hypothèses particulières où des échanges à distance ne sont pas suffisants.

Enfin, jusqu'à ce que chaque ministère dispose de la cartographie évoquée au point 1, la création d'un organisme consultatif nouveau, quelle que soit sa dénomination, ne sera possible que si elle s'accompagne de la suppression simultanée d'un autre de ces organismes. Le Secrétaire général du Gouvernement sera chargé de veiller au respect de ce principe.



Jean-Marc AYRAULT